**NOTICE DE SELECTION**

**Un (e ) Consultant (e ) National(e )** **pour mener une étude de référence pour les indicateurs des résultats du programme intégré REDD+- ORIENTAL (PIREDD-O)**

**Référence du dossier :** **048 B/IC- NATIONAL/PIREDD+O/2019**

Date : 23/09/2019

**Pays et ville :** République Démocratique du Congo : **KINSHASA**

**Description de la mission :** Un (e) Consultant (e) National(e) pour **mener une étude de référence pour les indicateurs des résultats du programme intégré REDD+- ORIENTAL (PIREDD-O)**

**Niveau de poste et d’expérience : Consultance, Nationale**

**Intitulé du projet : Projet PIREDD+O**

**Durée de la mission :** 45 Hommes/Jours au maximum répartis sur 60 jours calendaires

**Type et Lieu d’affectation : Kisangani avec déplacements dans les territoires couverts par le Programme (Tshopo : Bafwasende, Ubundu & Isangi. Ituri : Irumu & Mambasa. Bas-Uélé : Aketi et Buta)**

Prière envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées à l’adresse e-mail**soumission.goma@undp.org** avec mention de la référence et intitulé du dossier**.**

**Votre proposition devra être reçue** au plus tard **le 30 septembre 2019 à 16h heure de Goma**

**Toute offre soumise après ce délai sera automatiquement rejetée**

N’hésitez pas à écrire à l’adresse soumission.info@undp.org pour toute information complémentaire avant la date limite de dépôt des offres.

Les offres sont publiées sur les sites suivants du PNUD :

<http://procurement-notices-admin.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=59519>

**Les candidatures féminines sont vivement encouragées.**

1. **Contexte et justification**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **CONTEXTE ET DESCRIPTIF DU PROGRAMME**La République Démocratique du Congo (RDC) est engagée dans le processus de mise en œuvre du mécanisme de Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation forestière (REDD) depuis 2009. En novembre 2012, le Gouvernement a validé la Stratégie-Cadre nationale REDD+. Cette stratégie construite autour des moteurs actuels et futurs de la déforestation, s’inscrit dans la dynamique de la transition de la RDC vers une économie verte. Elle repose sur sept piliers à savoir : (i) l’aménagement du territoire, (ii) la sécurisation foncière, (iii) l’exploitation agricole et forestière durable, (iv) la compensation des effets négatifs de l’exploitation forestière et minière, (v) la promotion d’un accès à une énergie durable, (vi) la maîtrise de la croissance démographique et (vii) l’amélioration de la gouvernance. La stratégie a par la suite été déclinée de façon opérationnelle dans un Plan d’Investissement REDD+ (adopté en septembre 2013 puis actualisé en 2015). Ensuite, le Fonds National REDD (FONAREDD) a été mis en place pour appuyer l’opérationnalisation de ce plan d’investissement à travers la mobilisation des financements et le suivi de la mise en œuvre fiduciaire des projets liés à la REDD+.En avril 2016, le Gouvernement de la RDC a signé une Lettre d’Intention (LOI) avec l’Initiative pour les Forêts d’Afrique Centrale (CAFI) dans laquelle cette dernière s’est engagée à financer le Plan d’Investissement REDD+ à travers le FONAREDD. Le PNUD a reçu de ce fonds un financement pour la mise en œuvre du « Programme Intégré REDD+ Oriental » (PIREDD-O) sur une durée de 5 ans. ***Objectifs et Résultats attendus du PIREDD-O***Le programme vise à stabiliser la déforestation et la dégradation forestière, et à améliorer durablement les revenus des communautés locales (y compris les femmes, les jeunes et les peuples autochtones) dans les zones d’enjeux REDD+ forts des Provinces de la Tshopo, du Bas-Uélé et de l’Ituri. En ce sens le programme vise ainsi à découpler la déforestation du développement économique et social du pays.De manière spécifique, le programme ambitionne d’améliorer la gouvernance des ressources naturelles (forêts et terres) dans les zones cibles d’une part ; et d’autre part de réduire l’impact des activités économiques et des dynamiques démographiques sur les forêts dans les zones cibles.Les résultats attendus du programme sont :***Effet n°1 : La gouvernance des ressources naturelles (forêts et terres) est améliorée dans les zones cibles**** Produit 1.1 : Des structures de concertation multi-acteurs et multisectorielles sont opérationnelles et permettent une affectation des espaces et une exploitation des ressources naturelles optimisées
* Produit 1.2 : Les Chefferies/Secteurs ainsi que les services techniques de l’administration territoriale et provinciale impliqués dans la gouvernance des ressources naturelles, disposent des capacités nécessaires de suivi, contrôle, et régulation des activités ayant un impact sur la forêt
* Produit 1.3 : Des plans d’usage des terres concertés sont mis en œuvre et respectés par les institutions et les communautés locales à tous les niveaux de gouvernance (Province, Territoire, Chefferie/Secteur et village)
* Produit 1.4 : Les droits fonciers des communautés locales, y compris les individus bénéficiant des investissements REDD+ sont clarifiés et enregistrés
* Produit 1.5 : La REDD+ est mise en œuvre de manière transparente, en tenant compte des risques et changements

***Effet 2 : L’impact des activités économiques et des dynamiques démographiques sur les forêts est réduit dans les zones cibles**** Produit 2.1 : La pression liée à l’agriculture itinérante sur les forêts est diminuée grâce à l’adoption de modèles plus productifs, diversifiés, économiquement viables et à impact réduit sur la forêt
* Produit 2.2 : Les exploitants forestiers et les communautés locales intègrent des pratiques durables dans l’exploitation des ressources forestières ligneuses (bois d’œuvre et bois énergie) et non ligneuses
* Produit 2.3 : Des moyens de subsistance alternatifs contribuant à la gestion durable des ressources naturelles, sont développés au bénéfice des communautés locales, y compris les femmes, jeunes et peuples autochtones.
* Produit 2.4 : La prévalence contraceptive moderne dans les zones à fortes croissance démographique, augmente (lien avec le programme national démographie)
* Produit 2.5 : Les dynamiques démographiques sont mieux comprises

***Couverture géographique et durée de programme***Le Programme intégré REDD+ Oriental couvre trois Provinces issues du récent découpage administratif de l’ancienne Province Orientale, à savoir le Bas-Uélé, l’Ituri et la Tshopo.Outre les chefs-lieux de provinces, le programme se déroulera dans les territoires ci-dessous :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Province | Territoires | Chefferies/secteurs |
| Bas-Uélé | Aketi | Aguru Gatanga, Bondongola, Mabinza, Ngbongi, Yoko |
| Buta | Mobati, Monganzulu, Nguru |
| Ituri | Irumu | Andisoma, Babelebe, Baboa Baoe (Bunia), Basili Basumu, Mobala, Walese Vonkutu |
| Mambasa | Babila Babombi, Bakwanza, Bandaka, Mambasa |
| Tshopo | Bafwasende | Bekeni-Kondolole, Bakundumu |
| Isangi | Bambelota, Kombe, Turumbu, Yalihila, Yalikandja , Yanonge, Yalikoka Mboso |
| Ubundu | Bakumu Kilinga, Babumu Mandombe, Bakumu Obiatuku, Walengola Baleka |

La durée globale du programme est de 5 ans ; mais il en reste quatre.**Justification**Le cadre des résultats du PIREDD-O contient vingt-six indicateurs de résultats à trois échelles : Impact, effets et produits.Il est complété par 19 indicateurs additionnels issus du cadre de résultats de CAFI.Ces indicateurs sont le socle du système de suivi et évaluation bâti et pour lesquels les valeurs de référence sont requises pour non seulement faciliter l’appréciation des progrès accomplis à l’avenir, mais aussi pour guider l’équipe de projet dans la définition des cibles réalistes.En novembre 2018, le PIREDD-O a diligenté des études dans les thématiques Agriculture et Gouvernance ; lesquelles études ont permis de collecter des valeurs de référence pour plusieurs indicateurs du Cadre des résultats du programme.Cependant, neuf parmi eux demeurent sans valeur de référence. Ce qui justifie le présent appel. |

1. **Description de la consultation**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Objectif de la missionL’objectif général de la présente mission est d’appuyer le processus d’élaboration d’un système de suivi et évaluation du programme pour suivre les progrès accomplis dans la réalisation des résultats, informer et améliorer la prise de décision basée sur des évidences en temps réel, mesurer l'impact du programme, identifier et suivre les risques potentiels et les hypothèses pour la réalisation des résultats et de l'impact du programme.De manière spécifique, la mission est destinée à fournir au programme des valeurs de référence, à partir des informations statistiques primaires et secondaires (MICS & EDS) pertinentes, pour les indicateurs des résultats repris dans le tableau ci-dessous, en proposant :* La nature des sources de données (primaires et secondaires) pour établir les valeurs de référence des indicateurs,
* La méthodologie et les outils pour, la collecte, le calcul et l’analyse des données ;
* L’identification des groupes de traitement et de contrôle
* La révision si nécessaire, des indicateurs de performances du PIREDD Oriental tels que proposés dans le cadre logique ;
* Le plan de suivi et évaluation desdits indicateurs.

**Liste des indicateurs des résultats à évaluer**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **#** | **INDICATEUR** | **Niveau** |
| Effet 2 : L’impact des activités économiques et des dynamiques démographiques sur les forêts est réduit dans les zones cibles |
| 1 | Taux de prévalence contraceptive moderne/province | Effet |
| Produit 2.1 : Les ménages producteurs agricoles adoptent des modèles plus productifs, diversifiés, économiquement viables et à impact réduit sur la forêt |
| 2 | Production (en tonnes et pour chaque culture) sur les surfaces appuyées par les PIREDD (secteurs/chefferies) | Produit |
| 3 | Rendement (tonnes ou kg/ha), par culture vivrière dans les PIREDD (territoire) | Produit |
| Produit 2.2: Les exploitants forestiers et les communautés locales intègrent des pratiques durables d’exploitation des ressources forestières ligneuses (bois d’œuvre et bois énergie) et non ligneuses |
| 4 | Pourcentage de bois légal industriel et artisanal commercialisé  | Produit |
| 5 | Superficie sous exploitation artisanale légale ou formelle  | Produit |
| Produit 2.3: Des moyens de subsistance alternatifs contribuant à la gestion durable des ressources naturelles et ciblant les femmes, les jeunes et les peuples autochtones, sont développés |
| 6 | Nombre de femmes en âge de procréer utilisant au moins 1 moyen de contraception moderne | Produit |
| 7 | Pourcentage de ménages ayant accès à l’information sur le VIH/Sida et les maladies liées à la forêt  | Produit |

MéthodologieLe consultant la mission proposera ses propres méthodes et techniques pour répondre à l’objectif de l’étude et partagera avec le PNUD/PIREDD-O sa note méthodologique et les outils de collecte et d’analyse. *Il est toutefois recommandé que pour les données socioéconomiques et démographiques, le Consultant s’appuie sur les informations de base contenues dans les enquêtes EDS et MICS les plus récentes réalisées dans les zones couvertes par le programme.*Le consultant veillera, dans sa méthodologie, que pour chaque indicateur, toutes les franges de la communauté ont été ciblées dans l’étude ; à savoir, les hommes, les femmes, les jeunes et les peuples autochtones. Ceci devra être reflété dans les résultats finaux de l’étude.L’étude sera réalisée sous la supervision de l’équipe Suivi-Evaluation du PNUD/PIREDD-O, appuyée par l’Unité Plaidoyer et Assurance-Qualité (UPAQ) et le Pilier Croissance Inclusive et Développement Durable (CIDD) du PNUD RDC qui constituent le Comité Technique de Suivi.L’équipe Suivi & Evaluation du PIREDD-O facilitera et accompagnera l’étude à tous les niveaux. |

1. **Fonctions et responsabilités assignées**

|  |
| --- |
| Sous la supervision générale du Team Leader de l’Unité Croissance Inclusive et Développement Durable (CIDD), en étroite coordination avec le Coordonnateur du Pilier CIDD avec l’appui de l’analyste au programme du PNUD en charge de la composante « Changements climatiques et Economie Verte » (CCEV), et sous la supervision directe du Coordonnateur du Projet PNA.De manière spécifique, Le (la) Consultant(e) sera chargé(e) de : * Cartographier les acteurs en faisant une analyse SWOT sur les différentes initiatives existantes, du financement intérieur, du financement international et du secteur privé dans le financement des investissements climatiques ;
* Identifier des options de financement pour les investissements privés en faveur de l’adaptation dans les quatre secteurs prioritaires du PSPA-CC (1/ agriculture et développement rural ; 2/ conservation des écosystèmes forestiers et de biodiversité ; 3/ énergie, transport et qualité de vie (eau potable, hygiène et assainissement) ; 4/ gestion intégrée et d'adaptation des zones côtières) ;
* Déterminer les obstacles existants au financement des mesures d’adaptation par le secteur privé et les risques associés aux investissements dans ce domaine ;
* Identifier, analyser et formuler des recommandations d’options de politiques pour promouvoir l’entreprenariat climatique et intensifier le financement du secteur privé dans le domaine de l’adaptation aux changements climatiques ;
* Identifier les modalités d’un partenariat public-privé pouvant permettre d’améliorer l’accès du secteur privé au financement des initiatives d’adaptation aux changements climatiques ;
* Documenter les meilleures pratiques visant à créer un environnement favorable à la capitalisation du financement international et à la participation du secteur privé au financement des efforts d’adaptation en RDC ;
* Elaborer une stratégie pour mobiliser davantage les ressources financières intérieures, le financement international et le secteur privé dans l’intensification du financement des options d’adaptation incluses dans la PSPA-CC, y compris via des partenariats publics-privés.
 |

1. **Livrables et tranches de paiement**

Les principaux livrables du (de la) Consultant(e) sont :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| ***# Livrables*** | ***Livrables*** | ***Délai\**** | ***Tranche de paiement*** | ***Conditions de paiement*** |
| ***Livrable 1*** | Un rapport initial (maximum 20 pages) décrivant toutes les propositions de révisions du programme d'approche / méthodologie, de la méthodologie d'échantillonnage et de l'exécution / calendrier ainsi que les outils de collecte révisés | 3 jours après la signature du contrat  | 50% | Sous 30 jours à compter de la date à laquelle les conditions suivantes seront respectées :- l’acceptation écrite par le PNUD de la qualité des prestations (et non pas leur simple réception) ; et - la réception de la facture du prestataire de services. |
| ***Livrable 2*** | Le rapport intérimaire de l’étude, lequel sera accompagné de l'ensemble de données quantitatives et qualitatives recueillies, traitées et validées, en fonction des outils de collecte approuvés.  | 5 jours après la fin des travaux sur le terrain (40 jours après signature du contrat) | 30% |
| ***Livrable 3*** | Atelier de restitution et de pré validation devant le Comité Technique de Suivi à Kisangani |  7 jours après soumission du rapport intérimaire (47 jours après signature du contrat) | NA |
| ***Livrable 3*** | Le rapport final de l’étude de référence sera rendu  | 5 jours après la réception des observations et/ou remarques issues de la réunion de pré-validation avec le CTS.(52 jours après signature du contrat) | 20% |
| Le rapport final doit être présenté sous forme numérique (en Word) et imprimé (document papier accompagné des annexes, dans un document à part). Le rapport sera rendu en 3 exemplaires et envoyé au Programme Manager du PIREDD-O.Durant la mission, le/la consultant (e) assurera une communication optimale avec le Programme Manager du PIREDD-Oriental basé à Kisangani, au travers des comptes rendus réguliers écrits et oraux, deux fois par semaine à minima.CONTENU DU RAPPORTLe rapport de l’étude de référence inclura les éléments suivants (*Max. 40 pages. Annexes non comprises. Police, Times New Roman ; taille, 12).*

|  |  |
| --- | --- |
| 1. **Titre et couverture de page**
 |  |
| 1. **Table des matières**
 |  |
| 1. **Liste des sigles, des abréviations et acronymes**
 |  |
| 1. **Résumé exécutif**
 | Il devrait reprendre le résume de principales conclusions de l’étude avec des recommandations pertinentes (2 pages maximum) |
| 1. **Chapitre 1 : Introduction**
 | Présenter la justification de l'étude, y compris le mandat, le but et les objectifs. Définir les principaux enjeux de l'étude ; décrire la méthodologie utilisée, ses étapes, les outils, etc. |
| 1. **Chapitre 2 : Résultats et analyse**
 | Une présentation des résultats et l'analyse de celle-ci (y compris imprévus, les conclusions pertinentes). Toutes les questions de recherche doivent être adressées, en accordant une attention aux Peuples Autochtones, aux femmes et aux jeunes. |
| 1. **Chapitre 4 : Conclusions et recommandations**
 | Les conclusions devront provenir des résultats et de l'analyse de ceux-ci.Les recommandations doivent être clairement liées aux conclusions, mais présentées séparément. Les recommandations devraient être pratiques en fonction de la faisabilité des indicateurs et de l’analyse des risques et hypothèses.  |

 |

1. **Chronogramme**

|  |
| --- |
| Le nombre total de jours de travail dans le cadre de ce contrat alloué au consultant international sera de 45 Hommes/Jours au maximum. La période couverte par la mission ne devra en aucun cas dépasser 60 jours (deux mois). |

**6. Qualifications et compétences requises**

|  |
| --- |
| I. Qualifications académiques* Maîtrise ou Licence plus en sociologie (du développement), sciences sociales, statistiques, ou dans tout autre domaine pertinent ;

II. Compétences fonctionnelles* Avoir des compétences avérées dans le domaine de l’évaluation / réalisation d’étude de base, principalement en zone rurale et dans la mise en place de système de suivi-évaluation ;
* Avoir des compétences éprouvées dans le domaine de la réalisation d’études socioéconomiques et démographiques.

III. Expérience :* Justifier d’au moins 5 ans d’expérience dans le domaine de l’élaboration d’études de base et analyse sectorielle de projets dans des pays post-conflit et en développement.
* Justifier d’au moins 5 ans d’expérience dans la mise en place d’un système de Suivi et Evaluation
* Justifier de la participation dans les études socioéconomiques et démographiques comme MICS et EDS ;
* Expérience de travail avec l’Institut National des Statistiques et disposer de réseau de collaboration avec ce dernier.

IV. Langues requises :* Maîtrise indispensable de la langue française tant à l’écrit qu’à l’oral ;

V. Autres compétences* Connaissance souhaitée du système des Nations Unies ;
* Très bonne maitrise de l’outil informatique ;
* Très bonne connaissance du contexte et des enjeux locaux (sécuritaire, économique, social, politique…)
* Familiarité avec les problématiques liées à l’environnement, au développement, etc.
* Bonne connaissance de la zone du projet
* Une prestation dans les exercices et contextes similaires seraient un atout.
* Connaissance de la RDC et de son système d’informatisons statistique (INS, notamment)
 |

# DECLARATIONS ETHIQUES

Cette mission sera conduite en conformité avec les principes énoncés dans [le Guide pour l’éthique de l’évaluation du Groupe des Nations Unies pour l’évaluation](http://www.unevaluation.org/ethicalguidelines)[[1]](#footnote-1) et [le code de conduite d'UNEG pour l'évaluation dans le système des Nations Unies](http://www.unevaluation.org/unegcodeofconduct)[[2]](#footnote-2).

**7. Documents constitutifs de l’offre**

|  |
| --- |
| Les consultants intéressés doivent inclure dans leurs offres les documents/informations ci-dessous : **1. Proposition technique :**1. Une présentation du consultant et de ses motivations pour la mission, en expliquant l´expérience pertinente démontrée, y compris la compréhension du consultant du mandat et des attentes du projet, la méthodologie proposée ;
2. Un chronogramme bien détaillé des activités ;

La proposition technique doit être présentée de manière concise et structurée dans l'ordre suivant de façon à inclure, de manière limitative, les informations suivantes : 1. L’approche et les méthodes suggérées pour traiter les différentes parties exigées par les termes de référence, y compris une liste détaillée des données et informations à collecter et des méthodes de collecte proposées ; ainsi qu’un plan de travail provisoire avec produits à délivrer avec les échéances correspondantes ;
2. Un CV actualisé, incluant les expériences passées dans des projets similaires, avec au moins trois références + une(les) copies du (des) diplômes ;
3. La compréhension des besoins et des services attendus à travers l’interprétation des termes de référence ;

**2. Lettre d´offre avec une proposition financière**  ***Lettre de soumission au PNUD confirmant l´intérêt et la disponibilité du prestataire***  ***individuel (IC) pour la mission* – Annexe 2*** Le/la Consultant(e) doit remplir et signer la *Lettre de soumission au PNUD confirmant l´intérêt et la disponibilité du prestataire individuel (IC) pour la mission* – Annexe 2.
* Le/la Consultant(e) doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire (le modèle du tableau des couts est joint à la Lettre de soumission – pages 4-5).
 |

**8. Evaluation**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Le/la consultant/e individuel sera évalué sur la base de la méthodologie de Notation combinée. Lorsque cette méthode d’évaluation est utilisée, le contrat est attribué au consultant individuel dont l’offre a été évaluée et jugée :* Répondante/conforme/ acceptable et,
* Ayant reçue la note globale pondérée la plus élevée sur la base des critères technique et financier spécifiés

\*Pondération de l’évaluation technique : 70 % \*Pondération de l’évaluation financière : 30 %L’évaluation des offres se déroule en deux temps. L’évaluation des propositions techniques est achevée avant l’ouverture et la comparaison des propositions financières.***Seulement les candidats ayant obtenu la note minimale combinée de 70/100 à l´évaluation technique seront considérés pour l’évaluation financière.***1. *La proposition technique*

La proposition technique sera évaluée sur son degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur la base des critères suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| **Critères d´evaluation**  | **Points** |
| Le/la soumissionnaire a-t-il/elle un master (BAC + 5) ou une licence en sociologie (du développement), sciences sociales, statistiques, ou dans tout autre domaine pertinent ? | 15 |
| Le/la soumissionnaire a-t-il/elle une expérience avérée (5 ans) dans le domaine de l’élaboration d’études de base et analyse sectorielle de projets dans des pays post-conflit et en développement. | 15 |
| Le/la soumissionnaire a-t-il/elle une expérience de 5 ans dans la mise en place d’un système de Suivi et Evaluation ? A-t-il participé dans les études socioéconomiques et démographiques comme MICS et EDS ? | 15 |
| Le/la soumissionnaire a-t-il/elle Expérience de travail avec l’Institut National des Statistiques et disposer de réseau de collaboration avec ce dernier ? | 5 |
| Le/la soumissionnaire a-t-il/elle une expérience dans les domaines de l’évaluation / réalisation d’étude de base, principalement en zone rurale et dans la mise en place de système de suivi-évaluation et dans le domaine de la réalisation d’études socioéconomiques et démographiques ? | 5 |
| La méthodologie proposée est-elle claire et appropriée aux produits décrits/attendus dans les TDR ?   | 30 |
| Le plan d’exécution (Chronogramme du travail) proposé est-il réaliste et bien détaillé conformément aux TDRS pour garantir la réalisation effective des produits attendus de la mission dans les délais impartis ? | 15 |
| Total note proposition technique  | 100 |

1. **Lettre d´offre avec une proposition financière**

* Le/la Consultant(e) doit remplir et signer la *Lettre de soumission au PNUD confirmant l´intérêt et la disponibilité du prestataire individuel (IC) pour la mission* – Annexe 2.
* Le/la Consultant(e) doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire (le modèle du tableau des couts est joint à la Lettre de soumission – pages 4-5).
* Le/la consultant/e devra inclure tous les frais lui permettant d’exécuter la mission suivant la durée prévue. Les paiements seront effectués sur la base de la production des livrables tels que mentionné dans la Section 3.

Seulement les candidats ayant obtenu la note minimale combinée de 70/100 à l´évaluation technique seront considérés pour l’évaluation financière. Dans cette deuxième étape du processus d’évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées. Une note financière sera calculée pour chaque proposition techniquement qualifiée sur la base de la formule :***Note financière A = [(Offre financière la moins disante)/Offre financière de A] x 30*****Le/la Consultant (e) avec le cumul de notes (Technique pondérée + Financière) le plus élevé sera retenu pour le contrat.** |

**9. Autres informations pertinentes**

|  |
| --- |
| Le soumissionnaire retenu de 65 ans ou plus sera appelé à présenter un certificat médical complet ainsi qu´un certificat d’aptitude physique à travailler et à voyager. Les frais des examens seront à sa charge et le rapport médical devra être approuvé par un médecin approuvé par les Nations Unis. Le consultant retenu devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire les **formations sécuritaires requises** avant tout démarrage de mission (ces certificats sont obtenus en ligne, le PNUD fournira tous les détails au consultant retenu au moment de l´attribution du contrat). |

**ANNEXES**

**ANNEX 1 – Termes et Conditions des contrats IC (Individual Contracts)**

****

**ANNEX 2 – Lettre d´Offre (format proposition financière)**

****

1. [↑](#footnote-ref-1)
2. [↑](#footnote-ref-2)